



NI CPE NI CDI

CONTRE LE PATRONAT, EMANCIPATION !

CONTRAT PRÉCARITÉ ESCLAVAGE

Le Contrat Première Embauche (CPE) est un nouveau pas dans la démolition des conquêtes sociales, fruits de 150 ans de luttes collectives. Comme le Contrat Nouvel Embauche (CNE) pour les entreprises de moins de vingt salarié-e-s, il permet, notamment, aux patron-ne-s de licencier sans motif leurs salarié-e-s pendant les deux premières années suivant l'embauche.

La conséquence directe : explosion de la précarité, licenciement prévisible de toutes celles et ceux qui ouvriront leur gueule contre les conditions de travail, les heures sup' non payées, augmentation de la répression antisyndicale, des discriminations racistes et sexistes. La porte sera grande ouverte : toute tentative de lutte dans l'entreprise se soldera par des licenciements « sans motifs ».

La même logique va être étendue aux immigré-e-s avec le projet de Loi Sarkozy. Le séjour des travailleur-euse-s sera conditionné à l'existence et à la durée du contrat de travail : « Tu n'as plus de travail, tu rentres dans ton pays ». Des travailleur-se-s qu'on peut jeter comme des citrons après les avoir bien pressé-e-s, voilà le rêve du patronat. L'esclavage moderne avec la bénédiction de l'Etat.

Le CPE est loin de ne concerner que les jeunes. L'ensemble de la société est visé par ce nouveau contrat. Après les moins de 26 ans, les immigré-e-s, qu'est ce qui pourra empêcher le patronat de généraliser cette logique pour liquider le code du travail ? La lutte des classes reste une réalité, à l'inverse de ce que nous rabâchent des médias aux mains d'une poignée de marchand d'armes (Lagardère, Dassault...).

Et aujourd'hui c'est bien le patronat qui mène l'offensive. L'objectif : toujours plus de profit. Cela passe par le flicage des chômeurs, la remise au travail

obligatoire des RMIstes... Car le monde du travail est loin d'être un lieu idyllique. Les boulots de merde succèdent souvent aux contrats précaires.

Le salariat n'est rien d'autre que le vol organisé de ce que nous produisons. Et la soumission et la dépendance qu'il entraîne empêchent les gens de se révolter face à ce vol. Mais, ce n'est pas la crise pour tout le monde ! Les dividendes des actionnaires n'ont jamais été aussi importants, quand plus de 7 millions de personnes survivent en France sous le seuil de pauvreté. La misère des uns fait la richesse des autres.

L'Etat, dans tout ça, n'est pas un instrument neutre. Qu'il soit dirigé par un gouvernement de droite ou de gauche, il sert d'un côté, à assurer par ses interventions économiques et sociales, le profit des entreprises, et de l'autre, à réprimer toutes les révoltes liées à la précarité. Les émeutes de novembre sont en lien direct avec l'explosion de la misère.

Cependant, si nous nous opposons au CPE, nous ne défendons pas pour autant le CDI, également, à sa manière, instrument de soumission du travailleur au Patronat et à l'Etat.



A BAS L'ESCLAVAGE ETATIQUE ET PATRONAL !



CONTRAT POUR UNE DOCILITÉ INTERMINABLE

Aujourd'hui, les diverses organisations syndicales étudiantes, alliées aux partis politiques et citoyennistes en tout genre dénoncent le CPE comme une atteinte aux droits sacrés des travailleurs. Mais quels sont les droits qu'ils défendent ?

- Le droit de se faire exploiter et de remercier docilement les esclavagistes,
- le droit de se faire fliquer à l'ANPE,
- le droit de produire des objets frelatés pour les riches, d'être « acteurs de l'entreprise » et de concourir à la bonne marche de l'Etat en faisant preuve de « patriotisme économique »,
- le droit de montrer patte blanche aux propriétaires pour qu'ils daignent nous louer leurs studios miteux à des prix exorbitants,
- le droit d'être instrumentalisé-e tous les cinq ans pour faire barrage au fascisme déclaré et laisser prospérer le fascisme larvaire,
- le droit d'exploiter « équitablement » les pays du tiers monde,
- le droit de se lever à six heures du matin pour faire un voyage dans le monde merveilleux du périphérique et de s'agglutiner sur les plages dans des décors en carton-pâte à dépenser son maigre temps libre,
- Le droit de ressasser sa colère contre le système et de laisser entendre dire par les tenants de l'exploitation que sa colère est une maladie qu'il faut soigner en dépensant son dernier sou chez un psy assermenté,

En bref, le droit de mourir d'ennui dans un monde falsifié, de perdre sa vie à la gagner. La vie se résume-t-elle à travailler et consommer ?

Les animateur-rice-s syndicalistes exhortent les étudiant-e-s à lutter pour des revendications fictives et font le jeu du pouvoir avec des revendications étriquées sans remettre jamais en question le sens du travail et le culte de la croissance.

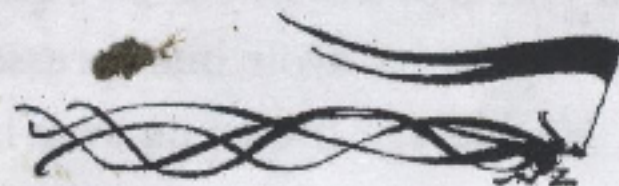


CESSONS LE PROFIT ESCLAVAGISTE

C'est par la lutte qu'il faut combattre le Patronat, l'Etat et l'esclavage salarial. Il est grand temps que chacun-e reprenne ses affaires en main en ne confiant plus ses intérêts aux politicien-ne-s professionnel-le-s de tous bords, ni aux bureaucraties syndicales plus soucieuses de leur image médiatique que des intérêts des travailleur-euse-s qu'elles sont censées représenter.

Sans patrons ni Etat, décidons nous-mêmes !

Organisons-nous, associons-nous, en-dehors des partis et de l'Etat. C'est par l'autogestion et la solidarité que nous sortirons de la spirale infernale du capitalisme.



**Groupe Anarchiste Marée Noire
Groupe Jean-Roger Caussimon
(Fédération Anarchiste)
C/o Planète Verte BP 22
54002 Nancy Cedex
www.maree-noire.info
contact@maree-noire.info**

 **NE QUEMANDONS RIEN**
IL N'Y A RIEN A DEFENDRE, RIEN A GARDER
MAIS TOUT A REINVENTER ! 